

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 26/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **STOCKO CONTACT**

7 ROUTE D'EICHHOFFEN

67140 ANDLAU

Code AIOT : 0006700670

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement STOCKO CONTACT implanté 7 route d'Eichhoffen - 67140 ANDLAU. L'inspection a été annoncée le 22/08/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STOCKO CONTACT
- 7 route d'Eichhoffen - 67140 ANDLAU
- Code AIOT : 0006700670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STOCKO CONTACT exploite des installations de fabrication de pièces métalliques étamées et nickelées, à destination des entreprises automobiles et électroniques.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion incendie
- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 2.1.2	/	Sans objet
2	Stockage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 2.1.5	/	Sans objet
3	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 2.1.6	/	Sans objet
4	Maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.1.2	/	Sans objet
5	Conformité électrique	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.1.4	/	Sans objet
6	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.1.5	/	Sans objet
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.2.2	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.2.4	/	Sans objet
9	VLE des rejets AIR (combustions et émissaires)	Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, articles 5 et 6	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats effectués n'appellent pas de suite administrative.

Néanmoins, il est rappelé à l'exploitant que toute modification notable doit être portée à la connaissance de la Préfecture du Bas-Rhin, conformément à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.

Post-visite, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance en date du 11/01/2023. Cependant, ce dossier ne mentionne pas la suppression de deux émissaires (aérothermes 1 et 2).

C'est pourquoi, il est demandé à l'exploitant de compléter son dossier dans un délai de 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des plans des usines U1 et U2 (transmis à l'inspection par courriel du 22/11/2022) ainsi qu'un tableau répertoriant les zones à risques incendies.  Le tableau classe les zones incendies de l'installation selon leur importance (allant de «risque important», à «risque faible»). Il décrit également les causes possibles d'incendies ainsi que les moyens de protection et/ou de prévention présentes pour chaque zone recensée.  Les deux plans de l'usine U1 et U2, mis à jour le 08/12/2021, permettent de visualiser les zones à risques répertoriés dans le tableau.  Par sondage, l'inspection a constaté le local de stockage de produits chimiques classés en «risque important». Les moyens de protection décrits sont bien présents (le local des produits inflammables est séparé par une porte coupe-feu, des batardeaux sont installés au niveau de chaque porte, et des ventilations sont bien présentes, tel que décrit dans leur tableau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Stockage des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux (substances et mélanges) présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et les mentions de dangers des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de stockage mis à jour en décembre 2021.  Les fiches de données de sécurité (FDS) sont gérées par le logiciel SEIRICH (de la société CARSAT), permettant de disposer des FDS à jour. Cette base de donnée permet également de sortir les informations essentielles (types de produit, danger CMR, comment agir...) en cas d'incident afin d'être transmises aux services de secours. Les entrées et sorties des produits de traitement de surface sont gérées à l'aide d'un logiciel interne qui est mis à jour quotidiennement. L'inspection a pu voir un extrait du registre datant du 29/11/2022.  Sur place, l'inspection a constaté que le local des produits chimique est confiné, bien ventilé, et

que les produits acides sont séparés des produits basiques. De plus, tous les produits sont sur rétention (souple, dans chaque rangée).
Les déchets dangereux sortants (boues de STEP, solvants alcalins), sont également gérés à l'aide des Bordereaux de Déchets Sortants (BDS), un registre est tenu régulièrement à jour en interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.  (...) Un registre consigne les formations dispensées et suivies pour chaque agent. Cette formation comporte notamment :  (...) - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;  - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;  - un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci ;  (...)</p>
<p><b>Constats :</b>  La dernière formation des équipiers de premières intervention (EPI) date de 2021 (une convocation pour le 23/09/2021 a été transmise par courriel à l'inspection).  D'après l'exploitant, cette formation est renouvelée tous les 3 ans, et au besoin aussi entre cette période. Cette formation permet de délivrer un certificat de compétence «Manipulation extincteurs et évacuation».</p> <p>De plus, des exercices sont prévus tous les ans. Le dernier exercice date de décembre 2021 et le prochain est prévu fin 2022.</p> <p>Des consignes concernant le bon comportement à adopter en cas d'urgence et sur la bonne utilisation du matériel de secours sont affichées un peu partout sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) (...). Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées sur un registre (ou dispositif équivalent) sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. (...)</p>
<b>Constats :</b>

Un registre de sécurité consigne les différentes vérifications périodiques (extincteurs, RIA, trappe de désenfumage...). De plus, l'exploitant dispose d'un logiciel de maintenance et d'un classeur avec les rapports de vérifications et de maintenance. L'inspection a constaté et vérifié sur site le registre de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Conformité électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b> Les deux derniers rapports de conformité électrique, transmis par courriel du 22/11/2022, datent de décembre 2020 et de décembre 2021. Une vérification électrique par un bureau d'étude a eu lieu le jour de l'inspection, le rapport de conformité en résultant a été transmis à l'inspection par courriel le 07/12/2022.  Des non-conformités et observations récurrentes ont été observées en 2020 et 2021 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour le bâtiment U1, le rapport de conformité décrit 8 observations dont une répétée en 2021 («Absence de protection complémentaire par dispositif différentiel») ;</li> <li>• Pour le bâtiment U2 : les rapports de conformité indiquent que des mesures n'ont pas pu être effectuées. L'exploitant a précisé que ces mesures nécessitaient une coupure du courant qui nuit au bon fonctionnement des procédés de l'usine. Il a également précisé que des demandes sont faites auprès de l'organisme de contrôle afin d'effectuer ces mesures en dehors des périodes de fonctionnement.</li> </ul> Le rapport de conformité de 2022 indique 15 observations pour le bâtiment U1 et 3 observations pour le bâtiment U2 avec des préconisations.  Le rapport Q18 du 07/12/2021, ainsi que celui du 02/12/2022, concluent que les installations n'entraînent pas de risque incendie.  Il convient que l'exploitant effectue les travaux en ce sens.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Systèmes de détection et extinction automatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque incendie disposent d'un dispositif de détection de fumée. Cette analyse est conduite en cohérence avec les prescriptions de l'article 2.1.2. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence annuelle, au minimum, des vérifications de

<p>maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le système de détection des fumées est en cours de refonte et de modernisation, du fait que la centrale incendie existante ne permettait plus de rajouter de nouvelles alarmes (lors de l'extension de 2019). Des travaux ont été constatés sur site.</p> <p>Le système de détection contiendra de nouvelles sirènes (alarmes) ainsi que l'ajout de détecteurs avec plus de résistance aux produits chimiques (et le remplacement des anciens détecteurs avec cette même fonctionnalité).</p> <p>La fin des travaux est normalement prévue en fin d'année 2022, mais a été retardée.</p> <p>A la demande de l'inspection, des justificatifs de ces travaux ont été transmis par l'exploitant par courriel du 29/11/2022, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une facture partielle des travaux déjà effectués en 2022 ;</li> <li>• un document de clôture de la phase 1 des travaux sur la centrale incendie en date de 2021, un devis et la commande pour les phases 2-3-4 des travaux.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 7 : Désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie doit pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements doit en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement. Les dispositions de commande sont reportées près des accès et doivent être facilement repérables et aisément accessibles. Les salles de commande et de contrôle sont conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs liés aux éléments de construction et de désenfumage retenus, ainsi que ceux liés à la conception des salles de commande et de contrôle. Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter notamment la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. Sauf contre-indication, la ventilation doit être assurée en permanence, y compris en cas d'arrêt des équipements ou de mise en sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le système de désenfumage est en cours de refonte et de modernisation car il est lié à la centrale incendie (qui est également en cours de refonte, comme indiqué dans le constat n°6). Ce système sert à la fois pour la ventilation et désenfumage en cas d'incendie. Le rapport de vérification annuel des systèmes de désenfumage manuel a été transmis à l'inspection le 22/09/2022.</p> <p>Des observations ont été faites sur les systèmes numérotés (n°14010 ; n°14011 et n°14012) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour le n°14010 : le rapport de vérification indique que «les cartouches CO2 (sont) périmées» et que du «polycarbonate (est) perforé» ;</li> <li>• pour le n°14011 : le rapport de vérification indique que les «cartouches (sont) périmées», que «l'exutoire (est) attaqué sévèrement par (des) produits chimiques» et que «les exutoires ne se referment pas » ;</li> <li>• pour le n°14012 : le rapport de vérification indique que du «polycarbonate (est) perforé et que les cartouches CO2 (sont) périmées».</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que les cartouches de CO2 ont été changées et que des réparations des polycarbonates ont été effectuées. Par sondage, au niveau du n°14011, l'inspection a constaté que l'appareil n'était pas défectueux ainsi que le remplacement du coffret.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2017, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 2.1.2 ;</li> <li>• deux poteaux d'incendie dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un poteau, ceux-ci sont distants entre eux de 200 mètres maximum ;</li> <li>• un réseau incendie d'un diamètre nominal DN100 au moins, permettant de fournir un débit minimal de 90 mètres cubes par heure, calculé sur la base d'une puissance effective de 1 bar, pendant une durée d'au moins deux heures ;</li> <li>• des extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li> </ul> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b>  Le rapport de vérification des extincteurs ainsi que celui des RIA de l'année 2022 ont été transmis à l'inspection. Ces rapports ne montrent pas de non-conformité.</p> <p>Suite à la visite de contrôle et à la demande de l'inspection, des indications ont été fournies concernant les Poteaux Incendie (PI) situés autour du site. Ils ont été vérifiés le 21/04/2021 par la Commune. De plus, trois PI se trouvent à proximité du site.</p>
<p><b>Observations :</b>  Le rapport de vérification des RIA ne donne pas d'indication quant à la conformité de ces derniers. Des justificatifs de conformités (certificat N4) sont attendus.</p> <p>Sur site, l'inspection a constaté qu'un des RIA (le n°4) est mal indiqué. Il conviendrait d'ajouter un panneau.</p> <p>Au niveau du stockage périphérique, situé à côté de l'extension du stockage des matières premières, un plan de secours était peu lisible. Il conviendrait de le remplacer par un plan plus grand.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : VLE des rejets AIR (combustions et émissaires)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/2020, article 5 et 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets airs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  CF tableaux dans AP</p>
<p><b>Constats :</b>  Le rapport de contrôle des émissaires a été transmis.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Installations de laveurs d'air aux traitements de surface (TTS) :</u>  Les rapports de mesure des conduits des installations de TTS ne montrent pas de non-conformité (en 2021 et en 2022).</li> </ul>



- Installations de combustion (aérotherme) :

Le rapport datant du 01/04/2021 montre des non-conformités sur les concentrations de NOX

- les mesures de l'aérotherme 30 petit indique une concentration de 231 mg/Nm<sup>3</sup> (pour une VLE de 150mg/Nm<sup>3</sup>) ;
- les mesures de l'aérotherme 7 indique une concentration de 223 mg/Nm<sup>3</sup> (pour une VLE de 150mg/Nm<sup>3</sup>) ;
- les mesures de l'aérotherme 10 indique une concentration de 1 579 mg/Nm<sup>3</sup> pour VLE de 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant a indiqué que le dépassement des concentrations est dû au fait que le nettoyage des conduits n'avait pas été effectué avant les mesures.

Le rapport datant du 16/02/2022 montre une baisse de concentration au niveau de l'aérotherme 10 (106 mg/Nm<sup>3</sup>) mais montre une nouvelle non-conformité au niveau des concentrations de NOX pour les conduits suivants :

- Aérotherme 1 : concentration de 262 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 150 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- Aérotherme 7 : concentration de 158 mg/Nm<sup>3</sup> pour une VLE de 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

Une récurrence est ainsi observée pour l'aérotherme 7. Ce qui constitue une non-conformité aux articles 5 et 6 de l'arrêté préfectoral sus-nommé. Toutefois, au vu de la baisse significative de concentration entre 2021 et 2022 (de 223 mg/Nm<sup>3</sup> à 158 mg/Nm<sup>3</sup>) et que le dépassement est de 5 % de la VLE, il n'est pas proposé de suite administrative.

De plus, l'exploitant a indiqué que les aérothermes 1 et 2 ont été démontés en octobre 2022 et ne sont plus fonctionnels.

**Observations :**

**Il est rappelé à l'exploitant que toute modification notable doit être portée à la connaissance de la Préfecture du Bas-Rhin, conformément à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.**

**Post-visite, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance en date du 11/01/2023, néanmoins, ce dossier ne mentionne pas le démontage des aérothermes.**

**Il devra être complété par l'exploitant dans un délai de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet